

Venezuela - Communiqué de la présidence de la République

(Paris, 30 septembre 2018)

La France est vivement préoccupée par les derniers développements liés à la crise au Venezuela, en particulier la détérioration de la situation économique, qui contraint des centaines de milliers de citoyens vénézuéliens à s'exiler et à trouver refuge dans l'ensemble du continent sud-américain et au-delà.

La France, qui contribue aux efforts de la communauté internationale pour venir en aide aux pays accueillant ces populations, en particulier la Colombie et le Brésil, appelle instamment les autorités vénézuéliennes à engager le dialogue avec l'opposition de manière à rétablir le fonctionnement démocratique des institutions, trouver une issue à la crise politique et contribuer au redressement de l'économie vénézuélienne.

Dans cette perspective, la France rappelle la décision prise le 8 février 2018 par la procureure de la Cour pénale internationale d'amorcer un examen préliminaire de la situation au Venezuela. Relevant que six Etats parties ont le 26 septembre 2018 engagé une démarche auprès de la Cour aux fins d'accélérer cette procédure d'ouverture d'enquête, la France estime que les efforts de la Cour pénale internationale sont de nature à établir les faits qui ont conduit à cette crise et à contribuer ainsi à y trouver une issue./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)